L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI MATIN, 27 JANVIER.

Le Comité d'enquête.

Séance de Mardi, 26 janvier.

UNE BOMBE QUI ÉCLATE DANS LE CAMP RADICAL.

Le comité se réunit, à dix heures, dans la salle de la Cour de Circuit des États-Unis.

Le témoignage de Madison Wells continue.

Le témoin dit que son attention a été appelée sur certains faits allégués par messieurs Zacharie et Cavanac du comité conservateur. Il demande la lecture de cette partie du témoignage des deux membres conservateurs qui a trait à lui. M. Hugh Campbell lit le rapport officiel du sténographe.

M. Wells explique qu'il n'a pu comparaître dégagé devant le premier sous comité conservateur, parce qu'il a été empêché par plusieurs raisons très graves, entre autre la crainte d'être assassiné. Il est parti dans la nuit du 24 décembre pour se rendre dans la paroisse qu'il habite où il est resté jusqu'au 3 janvier. Il avait cru que le premier sous comité aurait prolongé son séjour à la Nouvelle-Orléans et il était anxieux de faire sa déposition devant ce sous comité.

M. Wells est venu à la Nouvelle-Orléans avant l'élection du 2 novembre dans le but de s'occuper des retours. Il en a reçu plusieurs et a pris soin qu'ils fussent bien gardés et mis en lieu de sureté. Tous ces documents étaient scellés. Quand le Bureau des retours s'est réuni le premier soir pour s'organiser, il a fait l'inspection de ces retours et ils ont été envoyés après cela au bureau du trésorier d'État pour être enfermés dans la voute.

M. Zacharie a dit qu'un des documents envoyés au Bureau des retours avait été ouvert. Cela est vrai dans un certain sens; c'est à dire, que le scellé a été brisé pendant le trajet de la paroisse d'où il était envoyé à la Nouvelle-Orléans.

M. Levy, un des greffiers du Bureau des retours qui avait été congédié, a fait un affidavit dans lequel il a déclaré que les sociétés d'armoirs qui renfermait des documents, des affidavits et le tableau des votes avaient été brisés.

Si tel a été le cas, c'est M. Levy lui-même qui a été le coupable. L'armoire se trouvait dans l'appartement où siégeait le Bureau des retours.

Il y avait treize commis ou greffiers employés, dont douze démocrates. Le témoin ne peut citer de noms, mais pas plus que la liste de ces noms, qu'il a conservée.

Devant le Bureau des retours toute facilité a été accordée aux membres du comité conservateur, aussi bien qu'aux membres du comité républicain, pour examiner tous les documents ayant trait à l'élection.

Si le Bureau des retours est resté si longtemps avant de déclarer le résultat de l'élection, la faute en est aux membres du comité conservateur qui lui ont fait perdre beaucoup de temps par des discussions oisiveses.

Le témoin ne peut pas soutirer les avocats et s'il lui saillait présider encore une fois le Bureau des retours il n'admettrait pas d'avocats dans la même salle que lui. Wells affirme que sa conduite comme membre du Bureau des retours est sans reproche. Il a agi en tout et partout selon ses convictions.

Le témoignage de M. Arroyo, dit-il, est plein d'erreur. M. Arroyo a été nommé par le Board, en remplacement du général Longstreet, parce que les démocrates se plaignaient de n'avoir pas de représentation. C'est pour les satisfaire que le général Longstreet a donné sa démission. M. Arroyo était constamment en consultation avec les membres du comité conservateur et M. Wells crut que lui Arroyo, ne signait pas de retouts avant de leur avoir demandé s'ils en avaient le droit.

Peut-être se trompe-t-il et que M. Arroyo n'avait d'autre but que de comparer ses notes avec celles des membres du comité conservateur.

En ce qui regarde le témoignage de M. Arroyo relativement à la paroisse Jackson, M. Wells est convaincu, du moins le croit, que M. Arroyo a confondu Jackson avec Sabine. M. Arroyo n'a jamais signé avec lui et les trois autres membres du Bureau des retours un certificat d'élection en faveur de M. Kidd. Il n'y a en qu'un certificat, qui proclamait l'élection de Smith.

Dans le cas de la paroisse Caddo, le Board a reçu des votes de deux sources différentes, informalités connues, se basant en cela sur le rapport du supervisor de la paroisse.

Dans la paroisse Rapides M. Wells a fait supprimer cinq polls, d'après ses propres impressions, car il habite cette paroisse et il savait ce qui s'y était passé. Sa déclaration concernant les faits qui rendaient nécessaire la suppression des cinq polls en question a été présentée le 14 décembre, au moment où le Board allait entrer en séance secrète.

Les membres du comité conservateur étaient déjà retirés. S'ils étaient restés un peu plus longtemps ils auraient pu lire cette déclaration.

M. Wells a cru devoir agir ainsi, parce que le juge Manning, du des Encentes Blanches les présentait à la paroisse Rapides, quoqu'un excellent homme au fond, ajoute le témoin, avait force le supervisor de la paroisse à signer un rapport déclarant que la fraude était impraticable. Le supervisor craignait d'être en danger de mort en osant faire un rapport contraire à celui qu'il était obligé.

M. Wells fait ensuite l'histoire de sa vie passée. Depuis soixante-sept ans il habite la paroisse Rapides. Pendant la guerre il est resté dans les bois. Il a été appelé au *Jaghacher*, tribunal—mais il préférait être cela qu'être un traître. Dans ses conditions il avait souvent peur d'hospitaliser comme ses ordres. Il a levé sept compagnies pour le général Banks. Après la guerre il a été nommé gouverneur de l'État par les démocrates et les républicains. Au point de quelque temps la Législature a rompu avec lui. Il avait des propriétés et il était riche, maintenant il est pauvre.

Le témoin avait fait la campagne électorale de 1874 dans la paroisse Rapides, associant des intérêts du parti républicain.

Il n'a pas fait de discours, cependant, dans la crainte d'être assassiné.

A propos d'assassinat M. Wells dit qu'on lui a répété souvent qu'on préférait tuer lui, mais qu'on ne l'a jamais menacé directement. Une fois seulement, à la Nouvelle-Orléans, il a été assailli dans le City Hotel et en sortit. C'était pendant que le Bureau des retours siégeait.

Le témoin lit une lettre d'un M. Burgess, qui l'avertit que sa vie est en danger à la Nouvelle-Orléans.

Tous les employés dans la paroisse Rapides sont actuellement remplis par des hommes de McEnery.

M. Wells conclut en disant avec beaucoup d'aplomb, qu'à son avis les témoins républicains cités par le comité conservateur, qui habitent les paroisses rurales ne peuvent venir avec sécurité à la Nouvelle-Orléans et que après avoir fait leurs dépositions ils n'oseront plus retourner chez eux.

M. Fry, membre du comité d'enquête, dit qu'en effet il a été question de cela. — Quelqu'un, que l'honorable membre du Congrès, ne veut pas nommer, lui a dit, lundi soir, à l'Hôtel St-Charles, que les témoins républicains qui viendraient à la Nouvelle-Orléans seraient en danger.

M. Marr affirme que c'est faux et déclare qu'il est prêt à répondre, sur sa vie, de la sécurité de tous les témoins, sans exception, qui viendront à la Nouvelle-Orléans pour comparaître devant le comité d'enquête.

TÉMOIGNAGE D'ANDERSON.

M. Anderson est appelé à témoigner par M. Field, du comité radical, pour réfuter ce que M. Zacharie a dit à son sujet. Il en acquitte du mieux qu'il peut. Il déclare n'avoir jamais dit à M. Zacharie qu'il y aurait une majorité de dix membres démocrates dans la chambre basse de la législature. Il a eu une conversation avec M. Zacharie dans les premiers jours de la séance du Board et a dit simplement qu'il croyait qu'on y aurait une majorité démocratique dans la chambre. Il n'y avait pas de mal à cela, ajoute le témoin. Il n'a rien affirmé, cependant, car il ne connaissait réellement pas le résultat, les retours n'ayant pas été compilés encore.

M. Anderson dit que les retours n'ont été compilés que lorsque le bureau est entré en séance secrète. Les sceils n'avaient pas été brisés avant cette époque. Les ballots de votes de chaque poll dans chaque paroisse, mais il n'y avait pas de retours compilés ni de certificats d'élection n'attendant que la signature des membres pour être promulgués.

M. Anderson croit que M. Arroyo est un parfait honnête homme, et c'est lui qui l'a recommandé comme membre du Bureau des retours. Il croit que M. Arroyo a été de bonne foi dans tout ce qu'il avance, seulement il se trompe du tout au tout. Dans le cas de la paroisse Jackson, il est certain que M. Arroyo a confondu cette paroisse avec Sabine.

Le témoin dit que les membres du comité conservateur étaient aussi membres du Bureau des Retours que lui, parce qu'il leur avait été permis d'examiner tous les docs. ments et qu'on avait accepté tous les affidavits et toutes les preuves qu'ils avaient voulu présenter.

M. Wheeler, membre du comité d'enquête, dit: "Savez-vous si les membres du comité conservateur et du comité républicain avaient été admis après que le Board M. Wells entre en séance exécutive ou secrète. M. Anderson dit qu'oui.

M. Wheeler ajoute qu'il lui avait semblé que M. Anderson venait de dire que les retours n'avaient été compilés que pendant cette séance secrète. Comment les membres conservateurs ont-ils pu faire alors pour vérifier ces retours.

M. Anderson répond qu'ils pouvaient les examiner avec le greffier.

M. Anderson raconte ensuite qu'il habite la paroisse St-Landry, depuis vingt-cinq ans, et qu'il a possédé sept mille acres de terre. Il a eu le grade de major pendant la guerre dans l'armée confédérée et a été nommé au Sénat de l'État par les démocrates.

On lui demande ce qu'il a été de la Ligue Blanche.—Il dit qu'elle existe dans la plupart des paroisses de l'État, mais qu'il ne peut juger que par les affidavits qui lui ont été faits et ce qu'il a entendu dire. Il ne peut pas dire qu'il soit absolument certain de l'existence d'une Ligue Blanche armée dans les paroisses rurales, mais il croit que tel est le cas. A la Nouvelle-Orléans le fait est patent. Il était absent de l'État le 14 septembre.

N'a jamais été menacé directement comme membre du Bureau des retours; a entendu dire seulement qu'il était en danger.

N'était pas présent quand Bill Vincent est entré dans la salle où siégeait le Bureau des retours et a insulté M. Wells. Il pense qu'après le Board a ajourné parce qu'on a dit que la populace marchait sur la maison d'État. Il a appris plus tard dans la rue que le tumulte qui avait causé l'ajournement du Bureau des retours provenait du passage de trois pièces de canons dans la rue, qui venaient du théâtre des Variétés et qu'on ramenait à l'arsenal.

TÉMOIGNAGE DE M. ABELL.

M. Abell a été premier commis ou assistant secrétaire du Bureau des retours. C'est lui qui tenait la liste des officiers soumis au Board. Il ne croit pas que l'armoire ait été ouverte autrement qu'en présence de tous les membres.

Les scellés étaient mis sur l'armoire immédiatement après chaque séance, il était un sceau particulier dans ce but. Le témoin déclare donc qu'il est impossible que personne ait pu ouvrir l'armoire en dehors des séances régulières du Board. Il a été remercié ainsi que les autres employés, au nombre de quinze, parce que ses services n'étaient plus nécessaires vers le 14 décembre.

C'est à cette époque que le Board est entré en séance secrète. Il avait préparé avant cela un tableau des votes, tant que l'on avait pas été compilés, à l'exception du premier et du second district congressionnel. Certains chiffres sur ce tableau, indiquant le total des votes dans un poll ont été changés par le Bureau des retours dans sa séance secrète.

Après la déposition de M. Abell, le comité s'ajourne à sept heures du soir.

Séance du soir.

M. Watson est le premier témoin entendu. Il dit ce qu'il sait du Bureau des retours et sa déclaration ne présente aucun fait saillant ou nouveau.

TÉMOIGNAGE DE M. PUGH.

M. Pugh est un planteur de la paroisse Assomption et il avait connu familièrement Anderson qu'il considérait comme un honnête homme, malgré ses errements.

Le 13 décembre, en compagnie de M. Mélançon, il a vu M. Anderson et lui a parlé de l'élection et du travail du Bureau des retours. Anderson lui a assuré qu'il y aurait une majorité démocratique dans la chambre d'au moins huit membres et peut-être de dix.

Il a dit en plus que beaucoup de prétextes d'informalités dans l'élection que l'on essayait de faire valoir devant le Bureau des Retours étaient frivoles et ne devaient pas être pris en considération. M. Pugh a dit à Anderson: "C'est très bien, ce que vous m'apprenez là, mais, avec Arroyo, vous n'êtes que deux et il faut que vous soyez trois pour décider de ces questions.

Anderson a répondu:—"que cela ne vous mette pas en peine, Wells marche avec moi et tous sommes d'accord."

M. Pugh ajoute que Anderson est de la paroisse Assomption et que l'élection dans cette paroisse l'intéressait vis-que dans toute autre, il a posé des questions à M. Anderson et celui-ci lui a déclaré que tout irait bien pour la paroisse Assomption et que l'élection avait été impartiale.

Tout n'a pas été, cependant, dit M. Pugh, puisque le Board en séance secrète a rejeté un poll de cette paroisse et a retiré la majorité aux conservateurs pour la donner aux radicaux.

Questionné sur l'honnêteté de M. Anderson, M. Pugh répond qu'il y a trois mois encore il ne croyait pas Anderson le parfaitement capable qu'il est aujourd'hui.

M. Mélançon est appelé et rénéte exactement et substance le témoignage de M. Pugh relativement à la conversation de celui-ci avec Anderson, cette conversation ayant eu lieu en ses présences.

M. Field, du comité radical demande à interroger M. Anderson et sa requête est accordée.

M. Anderson déclare qu'il n'a jamais dit à M. Pugh et à M. Mélançon que les démocrates auraient une majorité de huit à quinze membres dans la Chambre, car il ne pouvait savoir, le 13 décembre, quel serait le résultat de l'élection, les retours n'ayant pas encore été compilés. Il se rappelle avoir dit qu'il croyait que tel serait le cas.

M. Zacharie demande à M. Anderson s'il ne prenait pas des notes et ne les comparait pas tous les soirs avec celle de M. Ray. M. Anderson répond que non, qu'il ne prenait pas de notes, mais que Ray en prenait.

Il est décidé alors par le comité d'enquête que les témoignages seront clos en ce qui regarde le Bureau des retours et que passerait à la question de "*massacres et d'intimidation*."

Il est question de Bill Vincent, l'homme qui était entré dans la salle du Bureau des Retours et qui avait menacé Wells. M. Zacharie, du comité conservateur, dit qu'il connaît Bill Vincent que c'est un homme tranquille quand il est sobre, mais turbulent et querelleur, quand il est pris de boisson. Quand est-ce incident a eu lieu Bill Vincent était complètement ivre.

Après cette scène, M. Zacharie a accompagné Bill Vincent et l'a conduit jusqu'au bas de l'escalier et a fait promettre au premier de rester tranquille.

TÉMOIGNAGE DE E. L. PIERSON.

Ce personnage est présenté par M. Field, du comité radical que le considérait sans doute comme une des pièces les plus importantes de son échiquier. On va voir combien il a été désappointé.

Dans la première partie de son témoignage, Pierson n'a fait que parler d'intimidation et d'actes de violences dans la paroisse Natchitoches où il est né et qu'il habite. Questionné par M. Field, il confirme longuement ce dire.

Pierson est actuellement membre de la Législature de l'État. En 1870 il était démocrate et a été élu comme maire de la ville de Natchitoches par une majorité démocratique de cent cinquante votes. En 1872 il était encore démocrate et a été candidat pour la Législature. Ce n'est qu'en 1874 qu'il a changé de politique et s'est fait républicain, parce qu'il croyait que le parti républicain était le meilleur.

Un moment on l'a chargé ainsi de parti, il a été battu, mourir de doigt dans toute la paroisse et proscrit. Après les troubles de Natchitoches, quand les démocrates ont chassé les officiers de la paroisse, Pierson a été nommé juge de la paroisse par le "gouverneur" Kellogg.

Comme il se rendait à Natchitoches pour prendre sa place, deux démocrates qui étaient de ses amis, sont venus au devant de lui et lui ont dit que s'il essayait de tenir sa cour dans la paroisse il serait tué. Il demande ce qu'il avait fait et ses amis ont répondu que son crime était d'avoir accepté une place de Kellogg. Il a cet fait sa place à cheval et a pris son bagage pour se rendre à la Nouvelle-Orléans.

Il ne croit pas qu'il pourrait retourner en sûreté à Natchitoches.

Le témoin raconte ce qu'il appelle les troubles de Natchitoches.—Un mass meeting composé de six cents hommes armés, dont quelques uns étaient venus des paroisses voisines ont exigé la démission des officiers publics ayant une commission de Kellogg et ces officiers ont quitté la paroisse.

Depuis deux ès entre eux sont revenus, le juge de district Myers et le collecteur de taxes, mais ils n'ont pas rempli leurs fonctions.

Arrivé à cette partie de son témoignage, Pierson déclare M. Field, le membre élu du Congrès, d'avoir donné de l'argent pour le faire assassiner.

Questionné par M. Marshall, il avoue qu'il n'était pas précisément M. Levy et qu'il y a un grief personnel entr'eux.

Il dit qu'il y a eu des meurtres dans la paroisse, mais qu'il ne peut pas dire que les meurtres aient eu sa politique pour mobile. Au mois d'août de l'année dernière un nègre a été assassiné, mais ce nègre avait tiré un coup de pistolet sur un blanc. Il sait un cas où un blanc a été tué par deux nègres et les deux nègres ont été acquittés.

Le témoin déclare, en réponse à une question, que dans le cas d'un enregistrement complet, la paroisse Natchitoches compte 600 électeurs et doit donner une majorité radicale de 1500. Le 2 novembre dernier, la majorité radicale a été de 20 seulement. Il y a environ trente républicains blancs dans la paroisse.

M. Marshall, membre du comité d'enquête pose quelques questions au témoin:

Depuis quand ce règne de terreur existe, dit-il.

Le témoin.—Depuis juillet 1874.

M. Marshall.—Avant cette époque les républicains étaient-ils persécutés comme vous dites qu'ils le sont maintenant?

Le témoin.—Avant le mois de juillet 1874 il n'y avait pas de paroisse plus tranquille que Natchitoches et un républicain était respecté tout autant qu'un autre citoyen.

M. Marshal.—N'attribuez-vous pas ce changement au fait que beaucoup de conservateurs croient sincèrement que M. Kellogg n'a pas été élu gouverneur de l'État.

Le témoin.—Il y a un peu de cela, mais je pense que la raison principale est l'augmentation considérable des taxes.

M. Marshall.—Par qui ces taxes ont elles été prélevées?

Le témoin.—Par les républicains, mais pour amortir une forte dette contractée en partie par les démocrates avant la guerre et par les républicains depuis.

M. Marshall.—Quelle est la proportion des républicains dans cette dette?

Le témoin.—Ils sont responsables des quatre-cinquièmes.

Par M. Hoar.—Supposons que M. Kellogg ne fut pas gouverneur et que ces taxes énormes n'eussent pas été prélevées, qu'elle serait la position d'un républicain dans la paroisse Natchitoches.

Le témoin.—Si je dois en juger par le passé, il serait respecté. Le gouvernement national est respecté par les deux partis. On avait bien parlé de piéter aux urnes, mais on n'était pas sérieux.

Par M. Fry.—Vous êtes conservateur d'intention 1872, comme démocrate, les nègres par le vote?

Le témoin.—Oui, mais pas en nombre considérable. Beaucoup sont arrivés très tard aux polls.

Par M. Wheeler—y a-t-il eu intimidation en 1872?

Le témoin.— Il n'y a pas eu d'actes de violence si de fraudes, tout a été conduit d'après la loi.

Par M. Marshall.— Vous étiez candidat pour la Législature, les nègres ont-ils voté pour vous en 1872.

Le témoin.—Je ne saurais dire.

Par M. Marshall.—Le vote de 1874 a-t-il été moins fort qu'en 1872?

Le témoin.— Au contraire, le vote de 1874 a été beaucoup plus fort que celui de 1872.

Par M. Hoar.—Ne venez-vous pas de dire qu'il n'y avait pas eu d'intimidation ni d'actes de violence dans la paroisse en 1873, et qu'en 1874 il y avait eu actes de violence et intimidation. Comment se fait-il donc que le vote de 1874 ait été plus considérable que celui de 1872?

Le témoin.—Je refuse de répondre à cette question.

Par M. Hoar.—Votre silence n'est assez significatif. J'ai formé mon opinion.

Par M. Wheeler.— Vous refusez de répondre pour ne pas vous incriminer.

Le témoin.—Ce n'est pas à cause de cela, l'élection de 1872 à été légale sous tous les rapports.

M. Field dardant alors des yeux furibonds sur Pierson lui pose plusieurs questions auxquelles il ne répond pas.

Le témoin finit par tire et dit à haute voix: "Ma foi, je réponds aux questions, tant pis pour le parti que je frappe!"

Le comité s'ajourne à dix heures ce matin.

CHRONIQUE DE LA VILLE

Les argénitiers à l'œuvre.

La Nouvelle Orléans ne possède pas de mines d'or à exploiter et les mineurs californiens y pertraient leur peine à chercher le moindre filon; mais en dépit de la ruine générale, il reste encore quelques personnes qui gardent chez elles comme reliques de leur splendeur passée de l'argenterie de famille. C'est à la recherche de ces trésors et à leur enlèvement que paraît se consacrer spécialement une bande d'exploiteurs nocturnes qui signale sa présence, à intervalles inégaux, par des razzias lucratives pour elle et désastreux pour les volés.

Il y a cinq ou six ans, la rue de l'Esplanade était le théâtre de leurs exploits, au moins plus de les résidences de la rue des Remparts ont reçu leurs visites. Cette fois, ils viennent de débuter par un coup d'éclat dans le troisième district.

La résidence non moins estimable concitoyen, M. Gabriel de Ferjet, située rue Louisa No 74, est gardée, la nuit, par deux énormes chiens, dont la vigilance semblait devoir interdire l'accès du jardin et celui de la maison aux maraudeurs nocturnes. Malheureusement, cette vigilance a été mise en défaut par quelqu'un des moyens connus des voleurs. Dans la nuit de lundi à mardi, des voleurs sont entrés dans le jardin, se sont introduits dans la salle à manger et ont pris dans un tiroir du buffet 37 pièces d'argenterie, marquées G. de F. Ils ont déplacé des coolers et des potées plaqué sans les enlever et ont négligé de prendre une cuiller à soupe en argent qui peut tenir. Entre plusieurs fonds de serviette, ils ont pris le seul qui fût d'argent.

Les deux gros chiens n'avaient pas donné signe de vie, et l'un d'eux avait été trouvé avec l'oeil crevé. Seul, le petit chien a fait a donné l'alarme. Mais M. De Ferjet, très souffrant, n'entendant pas les deux autres chiens, a cru inutile de se lever, et ce n'est que le lendemain matin que le vol a été découvert.

Les voleurs après être sortis de la maison avaient referné la porte, et on s'est aperçu un peu tard, que la fermeture était très incomplète.

La police a été avertie, et c'est elle à la recherche des voleurs. Un voisin a dit avoir vu rôder dans le quartier, depuis quelques jours, quatre inconnus aux allures suspectes. Il est fâcheux qu'il n'ait pas donné cet avis avant le coup.

En tout cas les argentiers ont de nouveau en campagne et alléchés par ce premier succès ils ne s'en tiendront pas là. Avis aux personnes qui ont encore de l'argenterie et des portes mal fermées.

Un ex-sénateur volé.

L'ex-sénateur radical, Jasper Blackburn, a été, dans la nuit de dimanche dernier, victime d'un vol assez audacieux. Il errait dans le voisinage des rues Canal et Basseni, quand il fut abordé par le nommé Michael Hennessee et un compagnon du même acabit nommé William Featherton. Le pauvre Jasper ne les connaissait pas; il était ballotté à boire, et lorsque les deux inconnus l'invitèrent à venir trinquer avec eux il ne suivit sans méfiance. Le trio se rendit dans un café, où deux autres acolytes, Wm Watkins et Eddy vont échouer dans l'établissement de Buffalo Bill situé rue du Bassin, entre Canal et Conseulet. Jasper, après boire des liqueurs, mentant les dignes ne déroba sous lui, et, saisi d'un invincible besoin de sommeil se laissa du le *Pacayse*, chour sur un fauteuil et s'endormit profondément. En se réveillant il s'aperçut que sa montre et sa chaîne, valant $250, avaient disparu, ainsi que $10,000 en warrants d'État.

Le vol courut à la police et conta son histoire au capitaine G. J. Schreiber, chef des détectives, lequel mit immédiatement en campagne trois de ses plus fins limiers.

Or, précisément lundi matin, un individu nommé Wm. Featherton avait été arrêté par Hatome, dans un complet état d'ivresse, et conduit au poste. On le fouilla et on trouva sur sa personne une montre sur le bertier de laquelle était gravé le nom de Jasper Blackburn. Connaissant l'intimité qui régnait entre Featherton et Michael Hennessey, on se doute que ce dernier avait fait le coup et on l'arrêta dans l'après-midi.

Un peu plus tard, dans la soirée, les détectives arrêtèrent également MM. Barnett et Cammack, courtiers de la rue Carondelet, qui, parait-il, avaient acheté les warrants volés par Hennessee et Featherton.

Bill Davis, lui-aussi dit Buffalo Bill contribue le récit du *Pacayse* sur ce point. Il assure que le vol n'a pas été commis dans son café. Blackburn, accompagné de Hennessee, de Featherton et de quelques autres individus, serait été chez, venu, dans son café dimanche, vers deux heures et demie du matin, et se serait fait servir à boire; mais il ne s'est pas endormi et s'est retiré tranquillement. Mais étant ivre, il avait dit qu'il avait sur lui une forte somme en warrants. C'est ailleurs qu'il aurait été volé.

L'Hôpital de Charité.

On craint sérieusement que cette institution qui rend des services dont on ne peut se dispenser dans une grande ville de 200,000 âmes, ne soit prochainement obligée de fermer ses portes faute de ressources. Sur l'allocation qui avait été faite, l'année dernière, par la législature de Kellogg, allocation s'élevant à $75,000, les administrateurs de l'Hôpital ne sont parvenus à toucher que $10,000. C'est le cas, d'ailleurs, pour tous les créanciers de l'État qui veulent toucher eux-mêmes le montant de leurs mandats. Le trésorier, M. Duluclet, leur fait invariablement la même réponse: "pas d'argent dans le Trésor." Il est vrai que, de temps à autre, on apprend qu'une somme importante a passé par les mains du Trésorier, mais elle n'a pas eu le temps de toucher le fond de la caisse et l'entrée et la sortie ont été tellement simultanées qu'il n'y en a d'autre trace matérielle que les écritures sur les livres.

Si l'Hôpital de Charité ferme ses portes, nous proposons qu'on envoie les blessés et les malades qu'il renferme à l'Hôtel St. Louis pour que leurs plaintes et leurs malédictions retentissent aux oreilles de Kellogg et de sa horde de pseudo-législateurs dont les méfaits et les corruptions ont amené un état de choses qui est une honte de plus pour le gouvernement usurpateur et voleur.

Un autre méfaits.

Dimanche soir, une femme nommée Annie Miller, demeurant rue des Remparts, entre St-Pierre et Toulouse, a mortellement atteint d'un coup d'arme à feu un nommé George Watline, jeune garçon de couleur âgé de 15 ans, qui était employé dans sa maison. Watkins fut transporté à l'hôpital où il est mort hier.

Quand le capitaine Ray est allé chez elle pour l'arrêter, il l'a trouvée en compagnie de plusieurs hommes. Elle a avoué le coup mais en disant qu'il avait été le résultat d'un accident. Elle avait appelé, dit-elle, le Dr. Henry Bezou qui examina le blessé et conseilla à Annie Miller de ne pas ébruiter l'affaire.

Elle apprit aussi au capitaine Ray qu'un des hommes, qui était dans sa maison avait été pris comme juré par le Dr. Chassant qui fera une enquête aujourd'hui. Cette femme a été mise sous les verrous du corps de garde du quartier Tremé.

L'affaire du meurtre de Weeks.

Geo. E. Paris a été traduit hier devant le juge municipal Evans, du 1er district, sur l'accusation par le coroner Chastant, d'avoir commis un meurtre volontaire. Les témoignages ont été les mêmes que ceux qui ont été donnés devant le coroner. Paris a été recondruit à la prison de Parroisse où il attendra son procès devant la Cour Criminelle Supérieure.

Vols.

Michael Hennessy, âgé de 28 ans, Wm Featherton, âgé de 27 ans, W. H. Barnett, âgé de 30 ans et Morgan Cammack, âgé de 27 ans, ont tous les quatre été arrêtés par divers officiers de police sur l'accusation d'avoir volé divers objets et $38,000 en warrants d'État appartenant à W. J. Blackburn.

DÉPARTS DES TRAINS DE CHEMIN DE FER.

Voir les annonces pour les renseignements ordinaires.

NLLE-ORLEANS, ST-LOUIS ET CHICAGO.

Express.....départ à 8 h. M.
Mails.....départ à 3 h. P. M.

NLLE-ORLEANS, MOBILE & TEXAS.

Express et mails tous les jours, à 8 heures du matin.
Express du soir, tous les jours, à 11 h. P. M.

NLLE-ORLEANS & PONTCHARTRAIN.

Par le ferry de la rue Canal.....7½ du matin
Par le ferry de la rue Bienvenue.....½ h. du matin

MORGANZA LOUISIANA & TEXAS.

Départ du pont à Algiers.....½ h. du matin

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 26.—Information a été reçue de Madrid que des négociations préliminaires avaient eu lieu entre les carlistes et les républicains le 22 du courant et que la base d'une convention a été arrêtée, basée qui probablement sera ratifiée dans deux jours. On dit qu'il ne cache pas ses sympathies républicaines.

Le bill pour la révision d'un Sénat a passé à sa première lecture, aujourd'hui, à l'Assemblée. Le vote a été de 519 pour et de 188 contre. La gauche et les légitimistes se sont opposés à la première lecture.

ANGLETERRE.

Londres, 26.— L'empereur de la Chine est mort le 12 du courant. Son successeur est un prince âgé de cinq ans.

Londres, 26.—Le gouvernement a adopté un système de torpilles pour la défense de ses ports coloniaux.

AUTRICHE.

Vienne, 25.—Les gouvernements turc et monténégrin ont retiré les troupes qu'ils avaient réunies sur la frontière de leurs territoires respectifs en prévision d'hostilités.

ESPAGNE.

Madrid, 26.—Les Carlistes ont abandonné les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa et se sont portés dans la Navarre avec leur matériel de guerre. L'armée du Nord a pris l'offensive contre les Carlistes.

Santander, 25—Les Carlistes ont tiré sur un navire anglais.

WASHINGTON.

Affaires de la Louisiane.

Washington, 26.—Le Président a envoyé au Sénat aujourd'hui, message et réponse à sa résolution d'enquête, une autre grande masse de correspondances relatives aux désordres de la Louisiane. La correspondance date du 25 octobre 1874 et comprend avec divers télégrammes en chiffres envoyés par le général Emory au département de la guerre, dans lesquels il exprime que forte désapprobation de la conduite du major Merrill qui a fait des affidavits contre les citoyens de Shreveport en vertu desquels ils ont été arrêtés pour violations alléguées de l'acte d'enforcement.

Le gén. Emory informe le major Merrill qu'il considère son rôle d'accusateur comme un écart des règles établies du service, inutile dans ses tendances. La défense, le major Merrill a expliqué que sa conduite était due au fait qu'aucun citoyen n'aurait du faire d'affidavits et qu'il n'est au péril de sa vie. Il soumet divers rapports volumineux où il expose en détail la situation anarchique des choses dans la région de la Rivière Rouge.

Le major Merrill dit, à la date de Shreveport du 26 octobre: Aucune autorité civile ou organisation d'aucun genre, local, d'État ou nationale, n'existe plus ici depuis longtemps et la communauté court promptement à un état où un feu pourrait jeter une allumette sur la mine. J'ai voulu faire fonctionner les autorités civiles et restaurer le respect pour la loi, mais cette communauté qu'on n'était pas en état de gouverner.

Ces rapports étant tous soumis au département, l'adjudant général Townsend télégraphie au 7 décembre 1874, par l'intermédiaire du quartier-général de l'armée, que le département considère sa conduite comme justifiée par les circonstances.

Rapport du général Emory.

Les papiers comprennent un long rapport du général Emory concernant l'arrestation du lieutenant Hodgson par les autorités civiles, pour avoir coupé les fils télégraphiques, et divers rapports d'officiers subalternes, dont des détails sur les désordres et les massacres de Colfax et de Coushatta.

Emory dit subséquemment qu'il a envoyé le Col. Henry Morrow dans la région de la Rivière Rouge pour y faire un examen de la situation des affaires.

Le 16 novembre 1874 l'adjudant-général Townsend télégraphie au général Emory comme suit:

Si les troupes à la Nouvelle-Orléans occupent encore la maison d'État, le Président désire qu'elles aient transférée là où elles doivent faire leur quartier d'hiver. Y en a-t-il à la maison d'État?

Emory répond le lendemain: Les troupes ont fait le mouvement qui leur a été ordonné. Cela augmentera quelque peu les dépenses.

Le 15 décembre, Emory télégraphie ce qui suit du département: Le Bureau des retours et les hommes représentant le parti de l'opposition diffèrent sur les questions sociales. Ils s'accusent les uns les autres de crimes d'une énormité telle que dans l'excitation actuelle de l'esprit public, la violence est imminente.

A l'occasion du 14 décembre, je fus informé dans une dépêche datée du 13 septembre que le Président vous avait fait dire qu'il ne fallait pas obéir aux ordres précédents du conducteur de quoi mon ordre au col. Brooke de reconnaître le gouv. Kellogg fut révoqué, et il en résulta un interrègne.

Pour éviter d'autres malentendus dans les troubles qui menacent un qui ne peuvent arriver qu'après la réunion de la législature du 4 janvier, je demande à être informé si les instructions de votre dépêche du 13 septembre doivent être considérées comme en vigueur, ou si je dois attendre le résultat d'une autre demande du gouverneur Kellogg au Président.

A cela l'adjudant général Townsend répondit comme suit, le 16 décembre.

Le Président ordonne que vous prenier des mesures pour être prêt à supprimer la violence et il faut qu'on sache que vous le ferez.

Un autre télégramme d'Emory

Le 16 décembre, Emory envoyait le télégramme suivant:

Je ne crois maintenant que les partisans recours à la violence pour régler leurs différends dans cette ville. Sous la reçu du colonel Morrow, dans son rapport sur son investigation dans cette région, et il dit qu'on n'a pas besoin de plus de troupes et que des arrangements ont été pris par les autorités civiles du Sud, pour le crime des États-Unis et quelques citoyens notables du pays.

Si cela résulte du règlement convenu, l'armée sera relevée d'un très désagréable et onéreux devoir et une grande cause d'irritation locale sera écartée. Quant à la situation générale des affaires dans les paroisses de Caddo et De Soto, je n'arrête mon opinion jusqu'à ce que j'aie une meilleure opportunité pour la former. Mais cette condition, je puis au moins le dire, n'est pas telle qu'il doive causer des inquiétudes ou des craintes de troubles au commandant général. Il ne faut pas diminuer, cependant, que des troubles ici, aux d'une seule paroisse, seraient redoutés avoir lieu dans le cas où le Bureau de retours, qui siège maintenant à la Nouvelle-Orléans, rejetterait les votes des paroisses pour des simples techniques.

Il va jusqu'à dire que le sentiment universel est que la résistance et la violence seront entièrement impossibles pour assurer au peuple un changement d'administration locale, auquel ils disent qu'ils ont droit comme résultat de la dernière élection. Il continue: Dans tout ce que j'ai dit il est important de comprendre qu'en ce qui concerne les États-Unis, il n'y a pas la moindre disposition à s'opposer au gouvernement général. Jamais l'opposition au gouvernement d'État est déterminée et exprimée, et elle se manifestera en violence ouverte partout où elle aura et quand elle aura l'occasion de le faire.

Le 24 décembre, le lieutenant colonel Morrow, alors à la Nouvelle Orléans, soumet un rapport détaillé sur son investigation. Ses conclusions principales sont les mêmes que celles du général Emory dans son rapport condensé. Il exprime l'opinion que les troupes peuvent être maintenant retirées sans danger, d'Alexandrie, Colfax et Natchitoches et qu'elles n'ont pas besoin d'être augmentées sur aucun point pour imposer l'obéissance aux lois des États-Unis, dit-il ajoute: les troupes dépendantes seront requises presque nomination de George Wallace, jeune garçon de couleur âgé de 15 ans, qui était employé dans sa maison. Watkins fut transporté à l'hôpital où il est mort hier.

Quand le capitaine Ray est allé chez elle pour l'arrêter, il l'a trouvée en compagnie de plusieurs hommes. Elle a avoué le coup mais en disant qu'il avait été le résultat d'un accident. Elle avait appelé, dit-elle, le Dr. Henry Bezou qui examina le blessé et conseilla à Annie Miller de ne pas ébruiter l'affaire.

Elle apprit aussi au capitaine Ray qu'un des hommes, qui était dans sa maison avait été pris comme juré par le Dr. Chassant qui fera une enquête aujourd'hui. Cette femme a été mise sous les verrous du corps de garde du quartier Tremé.

L'affaire du meurtre de Weeks.

Geo. E. Paris a été traduit hier devant le juge municipal Evans, du 1er district, sur l'accusation par le coroner Chastant, d'avoir commis un meurtre volontaire. Les témoignages ont été les mêmes que ceux qui ont été donnés devant le coroner. Paris a été recondruit à la prison de Parroisse où il attendra son procès devant la Cour Criminelle Supérieure.

Vols.

Michael Hennessy, âgé de 28 ans, Wm Featherton, âgé de 27 ans, W. H. Barnett, âgé de 30 ans et Morgan Cammack, âgé de 27 ans, ont tous les quatre été arrêtés par divers officiers de police sur l'accusation d'avoir volé divers objets et $38,000 en warrants d'État apparten